

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 29 février 2024

Selon la Banque du Mexique, le déficit du compte courant se serait amélioré en 2023, atteignant 5,7 Mds USD, soit 0,3 % du PIB.

Le solde déficitaire de la balance courante du Mexique s'est fortement réduit en 2023, atteignant 5,7 Mds USD contre 17,6 Mds USD enregistré en 2022. Rapporté au PIB, le déficit du compte courant est similaire à ceux enregistrés en 2021 et 2019.

L'amélioration du déficit courant en 2023 s'expliquerait notamment par une modération significative du déficit de la balance des biens pétroliers, et dans une moindre mesure, par des excédents plus importants de la balance des biens non pétroliers et de celle des revenus secondaires. Selon Goldman Sachs, cette dynamique solide résulterait de l'amélioration de la balance commerciale et d'un flux historique de transferts de fonds (63,3 Mds USD), permettant la compensation des déficits.

LE CHIFFRE A RETENIR

**5,7 Mds
USD**

Déficit du compte courant
mexicain en 2023

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La Banque centrale du Mexique (Banxico) abaisse sa prévision de croissance à 2,8 % pour 2024, en raison d'un ralentissement économique à la fin de l'année 2023. Si Banxico souligne la robustesse de l'économie mexicaine en 2023, soutenue par une performance dynamique lors des trois premiers trimestres de l'année, l'institut a abaissé de 0,2 point de pourcentage (pp) sa prévision de croissance pour l'année 2024 en raison de « l'effet arithmétique » d'une progression moins importante que prévu du PIB au T4 2023. En effet, au T4 2023, le secteur des activités primaires et secondaires ont enregistré une baisse de 1 % g.t et 0,1 % g.t respectivement, tandis que le secteur tertiaire aurait enregistré une timide progression de 0,3 % g.t. Ainsi, l'activité économique aurait progressé de 0,1 % g.t au T4 2023, ce qui est inférieur aux prévisions du marché. Selon Victoria Rodríguez, gouverneur de Banxico, les risques pour la croissance de l'activité économique resteraient équilibrés en 2024. L'institution met en garde contre (i) une croissance plus faible que prévue de l'activité aux Etats-Unis, ce qui affecterait la demande extérieure du Mexique, (ii) l'escalade des conflits géopolitiques, mais aussi (iii) la possibilité que les dépenses publiques et d'investissements soient insuffisantes pour soutenir la croissance de l'économie mexicaine.

Le niveau élevé des taux d'intérêt aurait permis aux banques opérant au Mexique d'enregistrer une nouvelle année de bénéfices records, ceux-ci atteignant 272 Mds MXN en 2023 (15,95 Mds USD), soit une augmentation annuelle de 10 % en termes réels selon les données de Banxico. Au T4 2023, cinq banques représentaient 70,6 % des bénéfices de l'ensemble du secteur : BBVA, Santander, Banorte, Citibanamex et Scotiabank. Bien que les bénéfices aient progressé de 10 % g.a en 2023, cette augmentation est la plus faible enregistrée depuis 2020.

En janvier 2024, la production de pétrole aurait enregistré sa plus forte baisse au cours des trois derniers mois, accumulant ainsi cinq mois de contraction, selon la Commission nationale des hydrocarbures (CNH). En effet, la production d'or noir aurait atteint 1,6 millions de barils par jour (mbpj), ce qui représenterait une baisse de 1,4 % par rapport à décembre 2023 et de 2,8 % par rapport à janvier 2023. Le rapport de la CNH précise que 95 % de cette production aurait été fournie par l'entreprise nationale Pemex, et les 5 % restants par de contributeurs privés.

Finances publiques

Les dettes de Petróleos Mexico (Pemex) et de la Comisión Federal de Electricidad (CFE) représenteraient 6,9 points de PIB en 2023 selon l'Institut mexicain pour la compétitivité (IMCO). Il s'agit d'une amélioration par rapport à 2022, année lors de laquelle la dette des deux entreprises publiques représentait 8,9 points de PIB. À elle seule, la dette financière de Pemex équivaut à 5,6 points du PIB, bien que l'entreprise ait réussi à réduire sa dette de 14,1 % en 2023 par rapport à l'année précédente, notamment grâce aux transferts reçus du gouvernement. Quant à la CFE, le solde de la dette financière de l'entreprise a enregistré une réduction de 8,6 % g.a en 2023.

Enfin, l'IMCO constate que 24,5 % des échéances de la dette de la CFE sont à court terme (<1 an). Ce chiffre atteint 26,5 % dans le cas de Pemex.

Selon le Vice-Ministre des Finances, Gabriel Yorio, le Mexique disposerait d'une marge supplémentaire d'au moins 3 points de PIB pour augmenter la collecte des impôts. Le Vice-Ministre a souligné que les mesures mises en œuvre au cours de l'actuel mandat présidentiel, auraient permis d'augmenter de 1,5 point de PIB la collecte des impôts, sans la nécessité d'augmenter les impôts existants ou d'en créer de nouveaux. En outre, le rapport remis le 27 février par l'OCDE rappelle la nécessité pour le gouvernement de poursuivre ses efforts en vue d'élargir la base des contribuables. En effet, le Mexique a le ratio impôts/PIB le plus faible des pays de l'organisation, avec 16,7 % du PIB en 2023 (contre une moyenne de 34,1 % du PIB dans les pays de l'OCDE). Ainsi, l'OCDE recommande au Mexique de (i) simplifier son processus de paiement des impôts et (ii) adopter des mesures visant à réduire l'évasion fiscale.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 29/02/2024
Bourse (IPC)	-2,93%	+4,91%	55 350,61 points
Change MXN/USD	-0,23%	-6,70%	17,09
Change MXN/EUR	0,00%	-4,82%	18,53
Prix du baril mexicain	0,38%	9,41%	73,75

Amérique centrale

Le recul démocratique s'intensifie en Amérique Centrale selon l'Index de démocratie de The Economist. Selon le rapport annuel de la branche Intelligence Unit du journal, de toutes les sous-régions d'Amérique Latine et des Caraïbes, l'Amérique Centrale (hors Mexique) a connu le déclin le plus fort en 2023 avec un score moyen de 5,27 (contre une moyenne régionale de 5,68), considérant qu'un score de 10 est une démocratie parfaite. L'Amérique Centrale est notamment composée du Nicaragua, régime le plus autoritaire du continent selon EIU et de sa seconde démocratie la plus solide, le Costa Rica. La chute du score démocratique de la région en 2023 a été menée par les baisses du Salvador, du Guatemala et du Honduras, ainsi que le score du Nicaragua qui reste inchangé.

Pays	Score	Rang	Variation rang 2022-2023	Type de régime
Guatemala	4,47	100	-2	Régime hybride
El Salvador	4,71	96	-3	Régime hybride
Honduras	4,98	95	-4	Régime hybride
Nicaragua	2,26	143	=	Régime autoritaire
Costa Rica	8,29	17	=	Pleine démocratie
Panama	6,91	48	+1	Démocratie « défailante »

El Salvador

Le secteur bancaire a clôturé l'année 2023 avec un ralentissement de la croissance des prêts. Après une croissance record en 2022, le portefeuille de prêts brut a dépassé 16,1 Mds USD à la fin de 2023, soit une croissance de 3,8 % g.a. contre 10,2 % enregistré en 2022, selon l'Association bancaire salvadorienne (Abansa). Le portefeuille de prêts de l'industrie manufacturière a dépassé 1,5 Mds USD en 2023, soit 9,5 % du total. La demande du secteur de la construction a également diminué de 1,9 %, son portefeuille atteignant 873,9 M USD, soit 5,4 % du solde total. Les autres activités (qui comprennent l'exploitation minière, les transports, les institutions financières et les entités non classées) ont enregistré une baisse de 9,4 %.

La Société financière internationale (SFI) signe un accord avec BAC El Salvador pour soutenir le développement de nouvelles solutions de financement. La SFI, bras du Groupe de la Banque Mondiale dédié au secteur privé, compte ainsi appuyer le développement de nouvelles solutions de financement dans les chaînes de valeur durables et à promouvoir des solutions énergétiques pour les PME.

Guatemala

La construction de la centrale solaire de 65 MWp San Patricio a été annoncée. MPC Energy Solutions (MPCES), producteur indépendant d'énergie renouvelable dont l'actionnaire majoritaire est la société allemande MPC Capital, a annoncé le début de la construction d'une centrale photovoltaïque de 65 MW. Elle devrait entrer en service mi-2025, avec une capacité de production de 141 GWh par an. Sa production sera intégralement vendue au groupe sucrier Ingenio Magdalena S.A. (IMSA) après la signature d'un contrat d'achat d'électricité à prix fixe d'une durée de 16 ans. La construction de la centrale a été confiée par contrat clé en main à l'Espagnol Enerland, comprenant l'ingénierie et la fourniture d'équipements.

Le gouvernement devrait se concentrer sur les IDE dans les énergies renouvelables et les nouvelles industries, selon le ministère de l'économie. Au-delà des secteurs traditionnels de l'agroalimentaire et du textile, la ministre de l'économie, Gabriela García Quinn, souhaite développer les IDE dans les énergies renouvelables, les produits pharmaceutiques et les appareils médicaux. Le secteur des centres d'appel et du BPO (Business Process Outsourcing) continuerait selon elle à être développé.

Honduras

La facture pétrolière a atteint 2,6 Mds USD en 2023, en recul de 5 % g.a. Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), ce montant représentait 13,3 % du total des importations de biens, et sa baisse serait principalement due au recul des cours du pétrole brut sur le marché international (-17,5 % g.a.). Néanmoins, le pays enregistre des hausses des prix du pétrole soutenues depuis janvier 2024 (dues aux conflits en mer Rouge) ; une subvention de 50 % pour le diesel et les carburants ordinaires a ainsi été annoncée et entrerait en vigueur au cours de l'année.

En 2023, la croissance interannuelle des prêts a été de 19,1 % pour un total de 23,5 Mds USD. Parmi les 19 destinations des prêts, le secteur immobilier, qui comprend la construction, la réparation et l'amélioration des logements, l'achat de maisons, de terrains et la construction de bâtiments commerciaux et industriels dans les zones urbaines et rurales, a déboursé le plus de fonds.

Nicaragua

Le Nicaragua rapporte une croissance économique de 5,5 % g.a. en 2023 et une diminution de ses exportations de 2,4 % g.a. Les résultats du rapport publié par la Banque Centrale du Nicaragua (BCN), sur l'Indice Mensuel d'Activité Économique (IMAE), correspondant au mois de décembre 2023, révèlent que les activités qui ont connu la plus forte croissance sont l'hôtellerie & restauration (+19,1 %), l'énergie & eau (+10,2 %) et l'intermédiation financière (+9,1 %). Les exportations totales du Nicaragua ont diminué de 187,5 M USD (2,4 %), en dépit d'exportations d'or ayant atteint 1,1 Md USD (28 % des exportations). Pour 2023, les ventes ont été tirées par l'augmentation des exportations du secteur minier (+22,4 %) et de l'industrie manufacturière (+0,9 %) et atténuée par les baisses de la pêche (-9,4 %) et de l'agriculture (-5,3 %) traditionnellement les plus grosses industries du pays.

Les revenus du tourisme auraient augmenté de 24 % au Nicaragua en 2023. La BCN a présenté le Rapport sur les recettes touristiques en 2023, selon lequel le pays aurait obtenu 739,2 M USD en devises issues du tourisme, émanant de plus d'un million de visiteurs. Les visiteurs qui ont généré le plus de revenus viendraient d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et d'Europe. L'année 2017 a été la meilleure dans l'histoire du tourisme du pays, avec 840,5 M USD générés. Au cours des sept dernières années, le secteur touristique du Nicaragua a contribué à l'économie à hauteur de 3,6 Mds USD.

Panama

Selon la Banque interaméricaine de développement (BID), le Panama ferait partie des trois pays les plus inégalitaires d'Amérique Latine et des Caraïbes, avec un indice de Gini de 50,9. Selon le rapport, malgré une croissance annuelle moyenne de 6,7 % entre 2005 et 2019, les inégalités territoriales seraient en augmentation avec des zones rurales « sous-développées » où la pauvreté toucherait 88 % des habitants notamment au sein des communautés indigènes. Le document alerte aussi sur les déficiences en matière (i) de scolarisation et de qualité du système éducatif, (ii) de l'inégal accès à

l'eau et à l'électricité et (iii) de problématiques structurelles en matière de santé publique. La BID recommande une série de mesures organisées autour de trois piliers pour parvenir à une croissance économique plus inclusive et soutenable: le développement humain, la productivité, et la modernisation institutionnelle.

Le président de la République, Laurentino Cortizo Cohen a approuvé un plan d'action pour la fermeture définitive de la mine de cuivre gérée par Minera Panama, filiale de First Quantum Minerals. Le plan cherche à organiser une fermeture qui pourrait garantir la préservation des écosystèmes et des infrastructures entourant la mine et ses alentours. Ainsi, les différents Ministères seraient mobilisés pour superviser et coordonner celle-ci afin d'identifier et de prévenir les possibles risques sanitaires et environnementaux liés à la fermeture. Dans le même temps, le Ministère de l'Economie et des Finances a été chargé de travailler sur l'élaboration d'une stratégie afin de remplacer la part des revenus issus de l'exploitation de la mine de cuivre dans le PIB du pays.

L'entreprise minière canadienne First Quantum Minerals a entamé une procédure d'arbitrage international pour dénoncer la fermeture de la mine de cuivre en réclamant 20 Mds USD au Panama. Cette demande intervient alors que le 27 novembre 2023, la Cour suprême de justice du Panama déclarait inconstitutionnel le contrat signé entre l'État et Minera Panama, filiale de First Quantum, à la suite de semaine de mobilisations sociales imposant de fait l'arrêt de la production. Cette réclamation s'ajoute à celle de la Korea Mine Rehabilitations and Minera Resources Corp (Komir), actionnaire de First Quantum Minerals à hauteur de 10 %, qui a aussi annoncé son intention de résoudre via un arbitrage international les demandes de près de 747 M USD.

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) a émis trois obligations globales sur le marché international pour un montant total de 3,1 Mds USD. Ces obligations ont des échéances en 2031, 2038 et 2057 à un taux moyen pondéré de 7,79%. Cette opération fait partie de la Stratégie de financement du MEF annoncée dans le budget général de l'Etat pour 2024 afin de financer des investissements publics et payer les charges de la dette.

Caraïbes

Le Royaume-Uni lance le programme de capacité et de résilience des petits Etats insulaires en développement (SIDAR) suivant la signature du protocole d'accord de septembre 2023 avec le Centre du changement climatique de la Communauté des Caraïbes débloquant une aide d'un montant de 3,42 M USD. Ce programme pourrait aider les Caraïbes à obtenir jusqu'à 50 M USD au cours des trois prochaines années grâce aux divers effets leviers qui devraient être mobilisés.

Cuba

Une nouvelle pénurie de farine touche Cuba. Alors que la situation était déjà tendue depuis plusieurs mois, les autorités cubaines connaissent de nouvelles difficultés dans l'approvisionnement de blé. En conséquence, le gouvernement a annoncé une pénurie du pain vendu via la carte de rationnement et le recours à des produits alternatifs à la

farine tels que le manioc ou la courge pour la production du pain. Bien que 2024 ait commencé avec la garantie d'avoir du blé pour le mois de janvier, les retards dans les importations et les pannes ont entraîné l'arrêt forcé des minoteries, rendant difficile la production locale de farine. En effet, Cuba possède 5 grands moulins mais seul celui situé dans la province de Cienfuegos fonctionne encore. Ce dernier dispose d'une capacité de production limitée à 250 tonnes de farine par jour, ce qui se révèle être insuffisant pour répondre à la demande, estimée à 700 t/jour. En 2022, l'approvisionnement céréalier a représenté 7 % des importations totales du pays. Les importations de blé et de méteil (mélange de seigle et de blé) se sont élevées à 400 000 tonnes (180 M USD) en 2022, contre 700 000 T (195 M USD) en 2020, à cause notamment des difficultés budgétaires de l'Etat.

République Dominicaine

Le FMI et la Banque Mondiale (BM) ont récemment confirmé le redressement de l'économie dominicaine entamé au S2 2023 et anticiperaient une croissance économique légèrement supérieure à +5 % pour 2024, chiffre deux fois supérieur à la croissance du pays en 2023 (+2,4 %). Par ailleurs, en 2024, l'inflation poursuivrait sa tendance à la baisse, entamée en 2023. Celle-ci s'élevait à +6,56 % en décembre 2022 contre +4,32 % en décembre 2023, soit son niveau le plus bas depuis août 2020 (+4,24 %). Selon les prévisions, une inflation inférieure à 4 % pourrait être attendue en 2024, sauf en cas de hausses des prix des matières premières qui pourraient intervenir en réaction aux tensions géopolitiques actuelles.

Grenade

Le Royaume-Uni a annoncé accorder une subvention de 20,7 M USD à la Grenade pour moderniser le système de distribution d'eau desservant le sud de l'île. Cette subvention serait exécutée par l'intermédiaire du Fonds d'infrastructure du Royaume-Uni pour les Caraïbes, administré par la Banque de Développement des Caraïbes. L'objectif est de développer l'accès à l'eau potable et d'améliorer le stockage des ressources en eau dans cette région. Les travaux devraient débuter en fin d'année 2024 et durer jusqu'en 2026.

Barbade

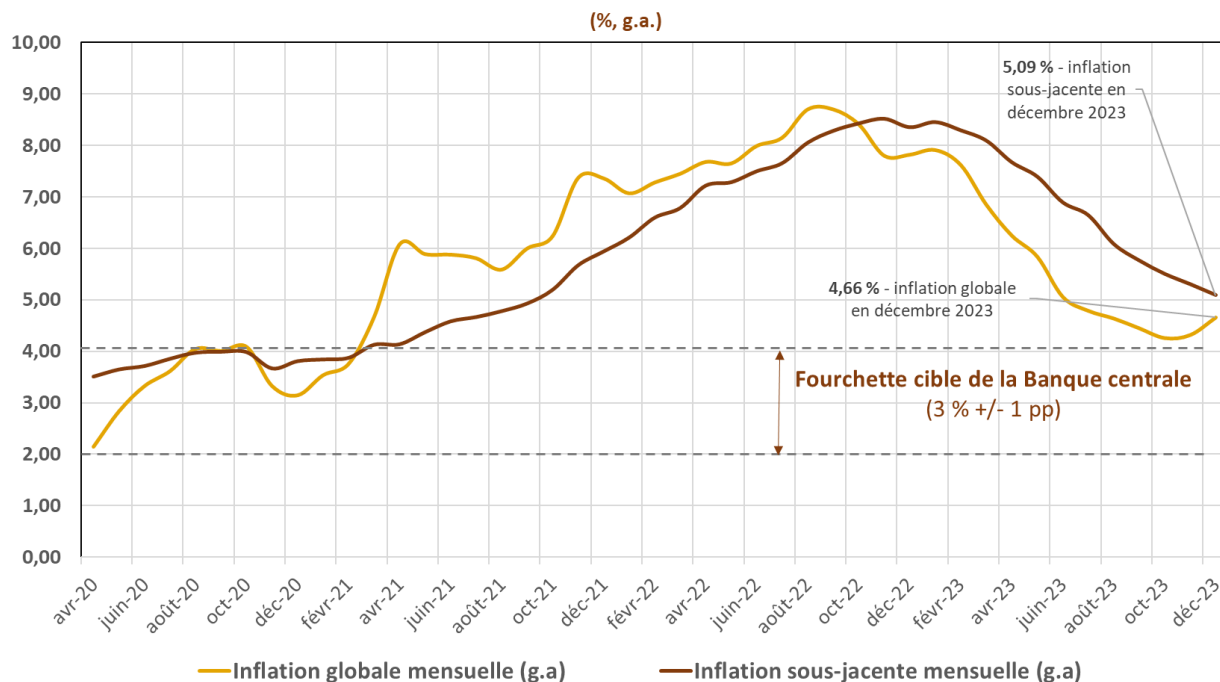
La Barbade a été retirée de la liste de surveillance du blanchiment d'argent du Groupe d'action financière (GAFI), l'organisme mondial de surveillance du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,2 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	5,75 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	5,00 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

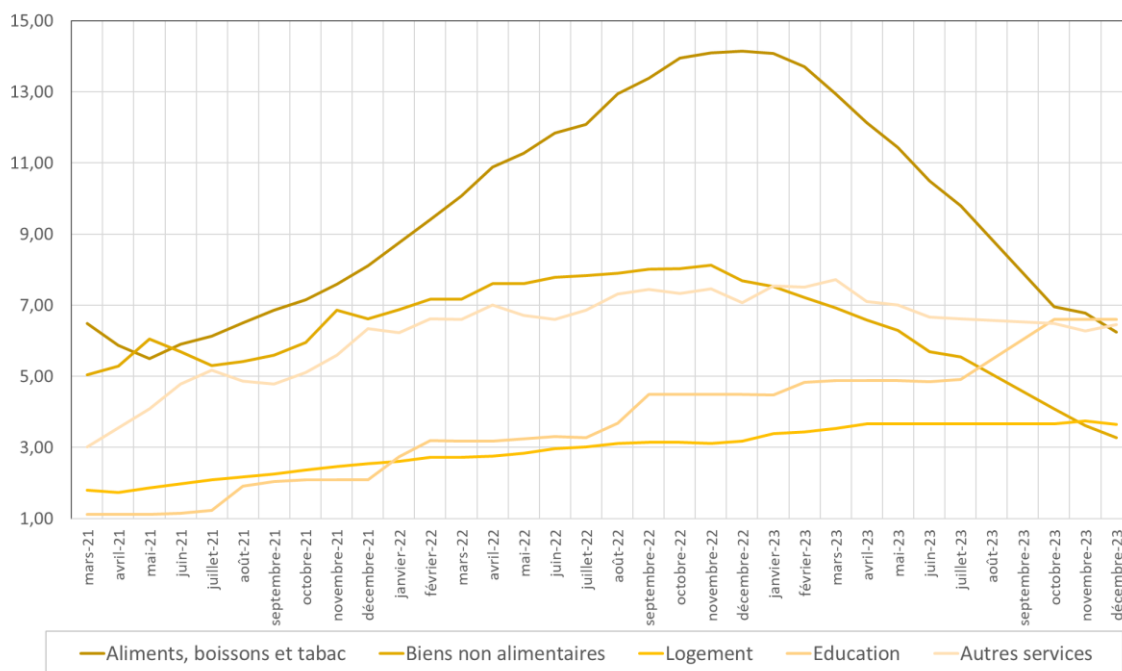
-Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



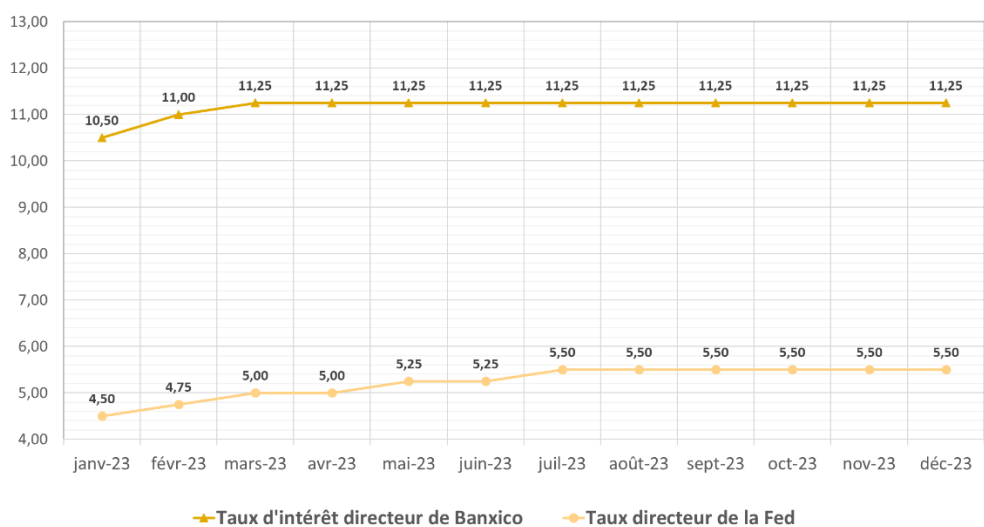
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



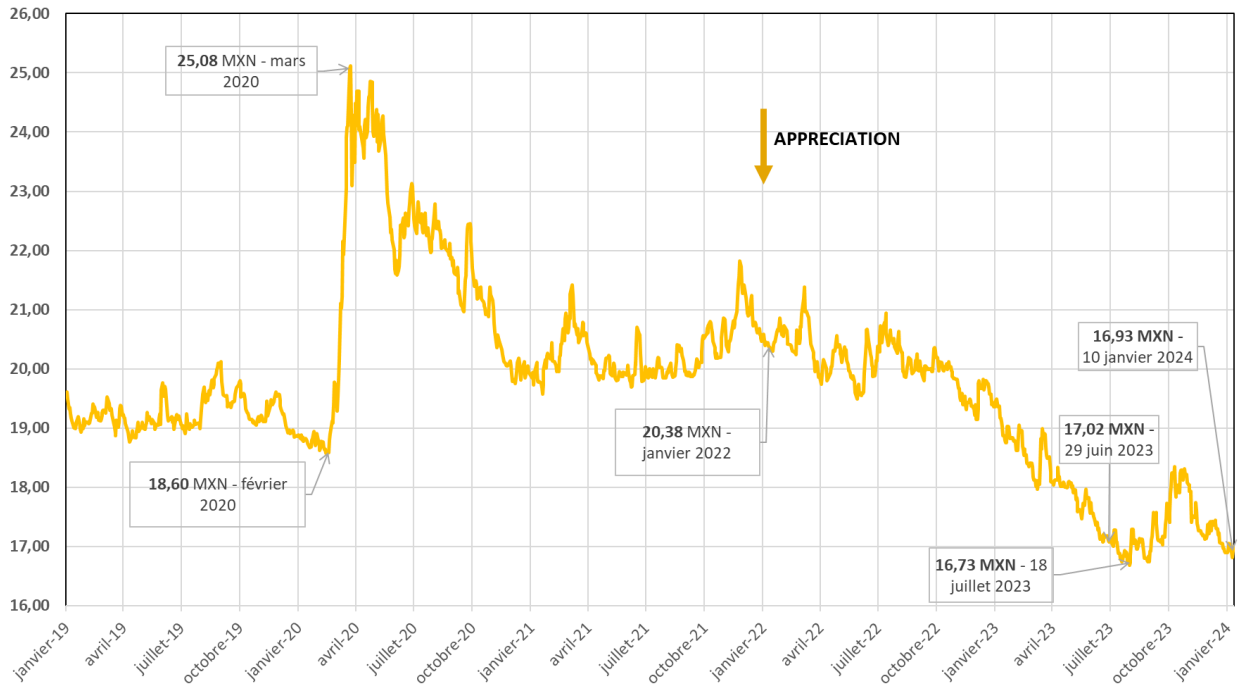
▲ Taux d'intérêt directeur de Banxico ● Taux directeur de la Fed

date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
av-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

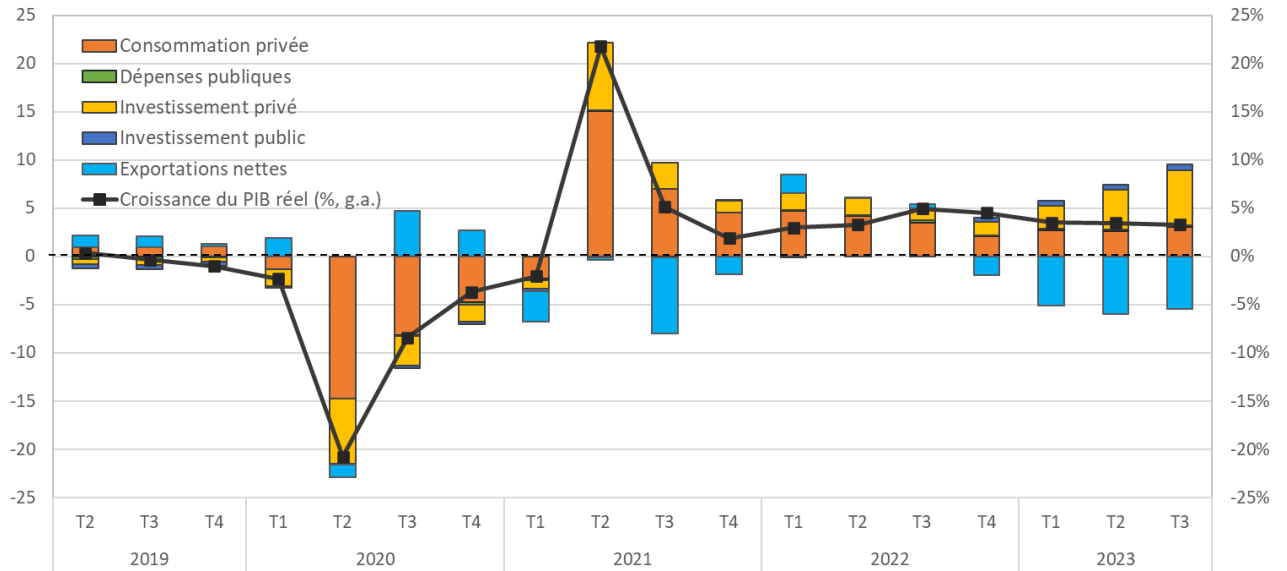
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

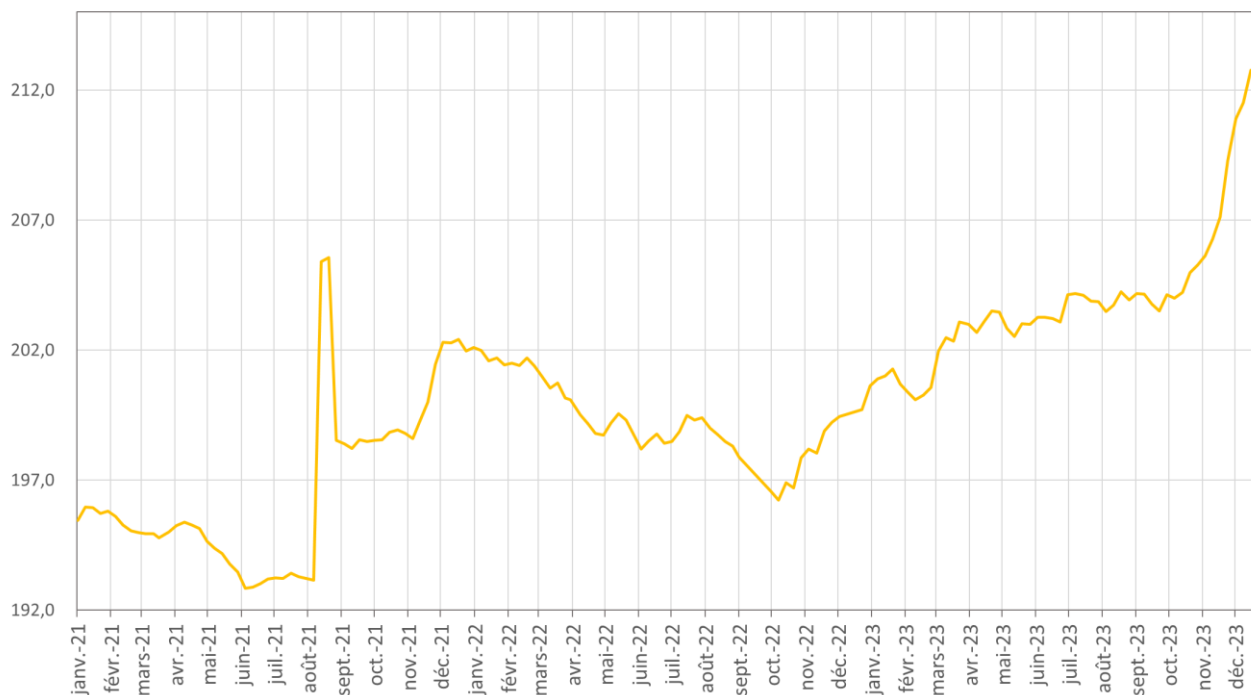
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr